

la race, le genre : tensions dans les facs

Une succession d'incidents a eu lieu ces derniers mois

Entaille grave à la liberté d'expression, contresens, avènement d'une nouvelle censure au nom d'un politiquement correct devenu absurde... Depuis le blocage de la pièce de théâtre *Les Suppliantes*, d'Eschyle, lundi 25 mars à la Sorbonne, par des militants de la cause noire et des étudiants dénonçant le racisme dont la mise en scène était à leurs yeux coupable, en raison des masques sombres des acteurs, les réactions pleuvent. Mais pour ceux qui travaillent au quotidien dans les universités, cet incident ne vient pas de nulle part. Il apparaît comme la manifestation extrême d'une série de tensions qui se développent depuis plusieurs années.

Les thématiques autour de l'identité, qu'il s'agisse du genre, de la religion ou encore de la « race », sont sources de crispations, dans les universités, depuis maintenant plusieurs années. Particulièrement dans les facs de sciences humaines, en première ligne sur ces sujets, qui mettent « tout le monde un peu mal à l'aise », reconnaît un universitaire.

« Le climat est difficile sur ces questions à l'université, comme c'est le cas dans toute la société », résume Hervé Christofol, secrétaire général du Snesup-FSU, l'un des deux principaux syndicats de personnels de l'enseignement supérieur. « Il y a toujours eu une contestation du discours universitaire, des accusations de parti pris idéologique... Ce sont les objets qui changent avec les époques, et aujourd'hui, cela se concentre sur les questions de repli identitaire », poursuit Alain Tallon, doyen de la faculté des lettres de Sorbonne université, qui compte reprogram-

mer la pièce de théâtre en mai. Dans son établissement, l'historien décrit ces tensions comme un phénomène « très ponctuel ».

À l'université de Paris-Nanterre, le président Jean-François Balaudé a aussi vu émerger de telles crispations : « Il y a une sensibilité qui émane d'associations étudiantes, très minoritaires, qui portent des revendications fortes en termes de lutte antiraciste et qui, pour quelques-unes, ont tendance à faire une lecture raciale des politiques qui conduisent les universités. » Lorsque l'université ne donne pas suite à une demande de locaux pour un événement ou un débat, elle est tout de suite « suspectée de complaisance envers les discriminations », rapporte-t-il.

Bataille d'enseignants

Dernier événement en date : lors du festival de marionnettes accueilli chaque année à l'université, en mars, « il y avait des marionnettes de différentes couleurs, dont une noire, il y a eu une grosse polémique chez certains étudiants qui nous ont accusés de cautionner ce spectacle qui donnerait lieu à du "blackface" [se grimer en noir pour se moquer des Noirs]... nous n'avons même pas répondu », confie le président.

D'autres universitaires ont pris la plume au lendemain de l'annulation des *Suppliantes*. Cet « événement s'inscrit dans une longue série », ont dénoncé 120 signataires d'une tribune publiée dans *Libération*, sous la bannière Vigilance universités, voyant dans ce blocage une « nouvelle intervention de l'idéologie radicale raciale à l'université qui, une fois encore, s'attaque à la liberté d'expression ». Fondé en 2016, ce réseau entend

« combattre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme, de communautarisme et de racialisme prétendant décolonial, (...) lutte pour la défense de la laïcité à l'université », et compte une centaine de membres, rapporte l'un d'eux, Gilles Denis, historien des sciences du vivant à l'université de Lille.

Les membres de ce collectif listent les incidents, qui se multiplient ces dernières années. Et de citer, la tentative, notamment par Solidaires étudiant.e.s, de censurer dans plusieurs universités la lecture par le Théâtre K du texte de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* (Les Echappés, 2015) ; la censure du festival Escalé en Israël, projet universitaire de l'association estudiantine PankulturA en lien avec l'Institut français, empêché par des militants de la cause palestinienne et des enseignants, à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Lille ; ou encore la « censure » d'un séminaire intitulé « La laïcité est-elle islamophobe ? » à l'université de Lille, que souhaitait organiser la commission laïcité du Snesup, en 2017, auquel était invité l'écrivain Mohamed Sifaoui, dont la présidence a refusé

la tenue « sous prétexte des risques de troubles à l'ordre public », rapporte Gilles Denis.

Ce collectif pointe principalement la responsabilité des « thèses décolonialistes », qui verraient leur audience croître à l'université. « Les études post-coloniales, nées en Inde et aux États-Unis, sont tout à fait légitimes », dit Michel Dreyfus, directeur de recherche émérite au CNRS, membre du réseau. Mais l'idéologie décolonialiste qui en émane conduit à une fragmentation de plus en plus grande entre diverses minorités, avec une montée des crispations identitaires. »

Indignations sélectives

Cette querelle est aussi une bataille d'enseignants et un choc d'idéologies. Derrière les thèses décoloniales, l'influence d'un homme, Eric Fassin, est régulièrement soulignée par ses contempteurs. Ce sociologue de l'université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis travaille sur les questions de « race, genre et classe ». Il renvoie ceux qui dénoncent aujourd'hui ces censures à leurs indignations sélectives. « Lorsqu'il a fallu se mobiliser pour éviter la censure, sous la pression de groupes de la droite

« Aujourd'hui, la contestation du discours universitaire se concentre sur les questions de repli identitaire »

ALAIN TALLON
doyen de la faculté des lettres de Sorbonne université

identitaire et de groupes dits "républicains", d'un colloque de recherche organisé en 2017 à l'université Paris-Est-Créteil sur l'intersectionnalité [notion qui analyse les liens entre les différentes discriminations de classe, de race, de genre] dans les recherches en éducation, où étaient ces prétendus défenseurs de la liberté d'expression ? »

À l'université Lyon-II, le directeur de l'UFR d'anthropologie, sociologie et science politique, David Garibay, pointe aussi les excès de ceux qui, selon lui, ont tendance à voir un peu trop vite des thèses décolonialistes partout. Il s'est retrouvé épinglé, dans la presse,

pour avoir étudié en travaux dirigés un texte sur le féminisme islamique. Les réactions outrées ont fusé. Comment pouvait-on accoler ces deux termes ? « C'est une remise en question du travail universitaire, défend-il, alors que nous sommes là pour discuter d'un certain nombre de textes, et que celui-ci entrait dans la thématique traitée par l'enseignante. »

Un petit groupe d'une dizaine d'étudiants, sur une promo de 250, avait réagi dès la rentrée, lors de la distribution du programme de cours, pour contester ce sujet. « Ce qui est assez nouveau pour nous, ce n'est pas de débattre avec des étudiants en désaccord », rapporte le professeur de science politique, qui se rappelle qu'à une autre époque, ce sont les cours sur le marxisme ou la gauche qui pouvaient faire l'objet de polarisation. « La différence, c'est l'utilisation de relais dans le monde associatif, militant, puis des réseaux sociaux pour tenter d'empêcher qu'un texte soit discuté », estime l'enseignant, qui voit là un « durcissement ». Le cours a néanmoins eu lieu sans difficulté, loin des polémiques enflammées. ■

CAMILLE STROMBONI



Pour l'UNEF, « il existe un racisme institutionnel »

Mélanie Luce, la présidente du syndicat étudiant, continue de défendre le blocage de la pièce « Les Suppliantes » fin mars à la Sorbonne

ENTRETIEN

L'UNEF, deuxième syndicat étudiant, s'est singularisé sur la scène universitaire en soutenant le blocage de la pièce de théâtre *Les Suppliantes*, à la Sorbonne, le 25 mars. Mélanie Luce, qui a pris les rênes de l'organisation étudiante en février 2019, maintient cette position controversée.

Que répondez-vous aux nombreux universitaires qui ont dénoncé cette censure des « Suppliantes » comme un « antiracisme dévoyé » et un « contresens » autour du « blackface » ?

Des étudiants de la Sorbonne sont venus nous voir pour nous parler de cette pièce, qui avait utilisé, l'an passé, le « blackface », ce grimage en noir qui existe dans le théâtre pour caricaturer. Ils étaient scandalisés. Même si cette pièce date du V^e siècle av. J.-C., elle s'inscrit dans l'actualité, la jouer ainsi, c'est porter le poids du « blackface ».

Le metteur en scène a beau avoir finalement choisi des masques cette fois-ci, ces derniers caricaturent de la même manière les personnes racisées, c'est-à-dire qui subissent un processus de racisa-

« Nous avons demandé au metteur en scène de ne pas avoir recours aux masques »

tion du fait des caractéristiques attribuées à leur couleur de peau. Nous avons demandé au metteur en scène de ne pas avoir recours à ce procédé, d'autres choix existaient pour reproduire les Danaïdes. Ce n'est pas possible de reprendre aujourd'hui une mise en scène avec des connotations racistes. Le racisme, ce n'est pas une opinion, c'est un délit.

N'est-ce pas au juge de décider en la matière ?

Le rassemblement d'étudiants à l'entrée de la pièce a été spontané. Nous comprenons qu'ils aient réagi et se soient mobilisés. Il faut que cette pièce ait lieu mais sans mise en scène raciste. On soutient la culture, mais on est antiraciste. On pourrait aller au tribunal, mais ce n'est pas notre vo-

lonté, nous voulons discuter avec le metteur en scène.

Nous sommes une génération qui est beaucoup plus sensible aux questions de discriminations. Nous avons conscience que le racisme transparaît dans tout notre quotidien. Ce n'est pas seulement l'extrême droite, cela vient de toute la société, on peut avoir des pratiques racistes sans s'en rendre compte. C'est le principe d'une norme qui a été intériorisée.

La lutte contre les discriminations est-elle devenue le combat prioritaire du syndicat, devant les questions proprement universitaires ?

Le racisme, le sexisme, la LGBT-phobie sont des enjeux importants pour nous. Il n'y a pas de changement, notre action a toujours été multiforme. Nous nous battons pour la démocratisation de l'université, cela passe par la lutte contre la sélection, contre la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers, pour un système de bourses suffisant et contre les discriminations. Sur ce dernier point, nous avons plusieurs revendications à l'université. Des référents doivent être mis en place pour traiter

de toutes les discriminations. Et ce, avec des moyens suffisants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, pour ceux qui traitent les questions d'égalité.

L'UNEF se reconnaît-elle désormais dans un courant « décolonial », avec au cœur de sa vision la question des personnes dites « racisées » ?

Ce n'est pas la meilleure manière de nous définir. On est antiracistes et universalistes. Mais nous avons conscience que l'universalisme républicain a été dévoyé et nous empêche aujourd'hui de lutter efficacement contre les discriminations. Nous ne pensons pas qu'il y a un racisme d'État, comme cela a été le cas par exemple en Afrique du Sud du temps des lois racistes, mais il existe un racisme institutionnel, dans le sens où nos institutions reproduisent le racisme de notre société.

Les réunions non mixtes pour des personnes « racisées », qui provoquent régulièrement de vifs débats, sont-elles désormais une pratique courante du syndicat ?

C'est un outil utilisé par notre organisation. Ces réunions sont

organisées environ deux fois par an, pour libérer la parole des personnes racisées, afin qu'elles puissent témoigner des discriminations qu'elles subissent. Ce que nous faisons aussi pour les femmes, avec des réunions non

mixtes. Mais aucune décision n'est prise dans ce cadre, ces réunions donnent lieu à des comptes rendus et les décisions du syndicat sont prises dans un cadre mixte. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. ST.

HÉRISSEON PRÉSENTE
ROYAL GARAGE WORLD TOUR

ARA MALIKIAN

A L'OLYMPIA
DIM. 13 OCT. 2019 À 19:00

Locations: www.olympiahall.com - 08 92 68 33 68 (0.06€/min)
& points de vente habituels
Infos, Groupes, CE et PMR: Haracom 03 21 26 52 94

C NEWS